



Checklist: Contrats (en général)

crosslaw's checklists | Date : 21 Novembre 2015 | Version 1.4 | Tags :  ICT Law

François Coppens

François est collaborateur senior chez Crosslaw. Il se spécialise dans le droit des nouvelles technologies et de l'Internet, en particulier les contrats informatiques, le commerce électronique et les droits d'auteur.

[✉ f.coppens@crosslaw.be](mailto:f.coppens@crosslaw.be) | [☎ +32 499 40 99 90](tel:+32499409990)



Johan Vandendriessche

Johan est associé en charge du département ICT/IP/Vie Privée. Il combine une excellente connaissance du secteur technologique avec une expérience approfondie en matière de projets et acquisitions informatiques, d'outsourcing, de protection des données et de la vie privée et de compliance.

[✉ j.vandendriessche@crosslaw.be](mailto:j.vandendriessche@crosslaw.be) | [☎ +32 486 36 62 34](tel:+32486366234)



Introduction

Cette checklist met en évidence les questions juridiques générales précontractuelles et contractuelles qui doivent être prises en compte lors de la rédaction, l'analyse ou la négociation de contrats.

Afin de couvrir un large spectre de contrats, toutes les problématiques envisagées ne sont pas nécessairement applicables à tous les types de contrats. Par exemple, un contrat de vente diffèrera sensiblement d'un contrat de services ; une clause de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel peuvent être superflues dans un contrat standard de vente, mais seront critiques dans un contrat portant sur le traitement de données. Vous devriez tenir compte de la nature du contrat envisagé en appliquant cette checklist.

Le caractère général de cette checklist implique aussi qu'elle ne peut couvrir parfaitement toutes les problématiques pertinentes pour chaque type de contrat. Nous mettons à votre disposition des checklists plus spécifiques pour certains types de contrats.

Enfin, cette checklist est basée sur le droit belge. S'il est probable que les problématiques envisagées seront similaires quel que soit le droit applicable, les règles juridiques applicables à ces problématiques peuvent diverger substantiellement. Vous devriez donc utiliser cette checklist avec précaution pour les contrats qui ne sont pas régis par le droit belge.

Général

- Titre du contrat (le titre est seulement indicatif)
- Identification des parties
 - Nom et forme juridique
 - Adresse, siège social
 - Numéro d'identification de la société (0xxx.xxx.xxx) (numéro de registre de commerce ou autre identifiant unique pour une société étrangère, si disponible)
 - Registre des personnes morales
 - Numéro de TVA (TVA BE0xxx.xxx.xxx)
- Identification du signataire
 - Nom
 - Titre, qualité
 - Vérification du pouvoir de représentation
- Préambule
 - Présentation des parties
 - Description du contexte et des objectifs des parties
- Signature
 - Vérifier l'identité du signataire, la signature et la date
 - Signature d'autant d'exemplaires originaux que de parties (et mention du nombre d'originaux)
 - Vérifier la numérotation des pages (continue)
 - Paraphes ou initiales sur chaque page ne sont pas obligatoires, mais sont utiles (cela confirme que chaque page a été lue et acceptée et protège de tout échange)

Définitions et interprétation

- Définitions
 - Vérifier l'usage des définitions
 - Toutes les définitions sont utilisées
 - Tous les termes en majuscule sont utilisés correctement
 - Éviter les références superflues ou circulaires entre les définitions
 - Définitions spécifiques
 - Les définitions peuvent valablement déroger au sens usuel d'un mot (un mot peut donc se voir attribuer un autre sens en le définissant)
 - Références à des glossaires (par exemple : définitions ITIL)
 - Vérifier l'exactitude de la référence (par exemple, la version du glossaire)
- Règles d'interprétation
- Hiérarchie des documents contractuels
 - Principes
 - Exceptions

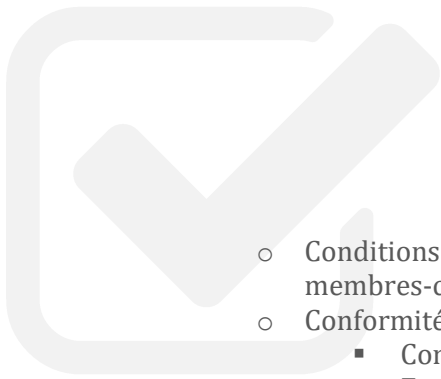
Champ d'application du contrat

- Description du périmètre du contrat
 - Services
 - Achats / ventes
 - Distribution
 - ...

- Contrat-cadre (*Framework Agreement*)
 - Mécanismes de révision relatifs à la durée du contrat-cadre et aux ordres sous-jacents
 - Descriptions des procédures de commande
 - Durée de validité des offres
 - Modalités d'acceptation
 - Acceptation explicite endéans une période déterminée
 - Acceptation tacite après une date limite
 - Bénéficiaires (par exemple, un groupe de sociétés) ?
 - Détermination des bénéficiaires
 - Adhésion formelle de chaque bénéficiaire ?
 - Conditions spécifiques pour l'application multi-territoriale du contrat ?
 - Responsabilité séparée ou solidaire ?
- Exclusivité et/ou volume d'affaire minimum

✓ Obligations

- Nature des obligations
 - Obligations de moyens
 - Moyens raisonnables
 - Obligations de moyens renforcée
 - Description spécifique des moyens à mettre en œuvre ?
 - Obligations de résultat
 - Règles d'interprétation spécifiques concernant la nature des obligations ?
- Suspension des obligations (*'exceptio non adimpleti contractus'*)
 - Unilatérale ou réciproque ?
 - Conditions ?
 - Nature de la faute
 - Faute substantielle
 - Toute obligation ou certaines obligations seulement ?
 - Proportionnalité ?
 - Formalités préalables ?
 - Avec ou sans mise en demeure ?
 - Délai de grâce ?
 - Explicitement exclue ?
 - Si rien n'est mentionné, les principes du droit commun s'appliquent.
- Obligations spécifiques du client
 - Obligation de coopérer (assistance raisonnable) ?
 - Périmètre de l'obligation ?
 - Réduit l'obligation d'information du fournisseur ?
 - Fourniture d'infrastructures / ressources
 - Qualifications minimales du personnel affecté ?
 - Acceptation des livraisons et des projets
- Obligations spécifiques du fournisseur
 - Obligation de conseil et d'information (allégée ou renforcée)
 - Période de fourniture / livraison
 - Indicative ou liante ?
 - Conséquences des dépassements ?
 - Pénalités ?
 - Résolution du contrat / de la commande



- Conditions relatives à l'affectation, au remplacement et à la disponibilité des membres-clés du personnel
- Conformité aux politiques de sécurité et d'accès
 - Communication préalable
 - Forme de la communication
 - Compensation de l'impact de ces règles ?
- Procédures de qualité
 - Générales / spécifiques
- Obligations de certification ? ex : famille ISO 9000

☑ Livraison, acceptation et garantie

- Livraison
 - Inspection sur site préalable à la livraison / échantillons pour inspection
 - Risques et coûts de la livraison
 - Règles spécifiques ou INCOTERMS
 - Mécanismes en cas de refus de livraison
 - Accessoires
 - Documents accessoires
 - Règles d'emballage
 - Conséquences de cas de non-conformité
 - Droit du client de changer les modalités de livraison
 - Lieu de livraison
 - Livraison (partiellement) postposée
 - Coûts ?
 - Demande préalable (délai ?)
 - Compensation par le client en cas de refus de livraison injustifié ou d'impossibilité de livraison causée par une faute du client ?
- Acceptation (=réception, recette)
 - Description de la procédure d'acceptation
 - Procédure de tests
 - Acceptation provisoire / définitive
 - Délai d'acceptation
 - Conséquences de l'expiration du délai
 - Acceptation explicite ou possibilité d'acceptation tacite ?
 - Utilisation en production
 - Revente
 - Point de départ de la garantie ?
- Garantie
 - Durée
 - Point de départ ?
 - Durée
 - Suspension ou prolongation
 - Couverture
 - Spécifications
 - Fonctionnalités
 - Défauts
 - Exclusions ?
 - Sanctions
 - Réparation / remplacement
 - Compensation ?



- Résolution du contrat ou de la commande
- Remboursement ?
- Exclusion des autres sanctions / compensations ?
- Point de départ de la maintenance ?
- Garantie pour défauts/vices cachés
- Responsabilité des produits défectueux

Prix et paiements

- Fixation du prix
 - Prix forfaitaire (attention : périmètre fixe ?)
 - Prix variable (*time & materials*)
 - Timesheet
 - Vérification des timesheets (délai ?)
 - Coûts facturables
 - Approbation (préalable) des coûts ?
 - Preuves ?
 - Facturation des coûts à prix coûtant ou avec une marge ?
 - Coûts forfaitaires ?
 - Cost+
 - Définition du périmètre
 - Définition des paramètres de coût
- Taxes
- Modalités de facturation
 - Mentions obligatoires (ex : numéro de commande) ?
 - Sanctions en cas d'information manquante ?
 - Facturation électronique
- Modalités de paiement
 - Moyens de paiement
 - Délai
 - Sanctions en cas de retard de paiement
 - Intérêts de retard
 - Dommages et intérêts
 - Suspension du contrat ?
 - Formalités ?
- Évolution des prix
 - Modification unilatérale par le fournisseur (avec option de résiliation) ?
 - Mécanisme de révision du prix (ex : indexation)
 - Benchmarking
- Sûretés
- (Réserve de) propriété
- Droit de rétention

Durée et fin du contrat

- Durée du contrat
 - Date de signature ou date d'entrée en vigueur
 - Déterminée ou indéterminée
 - Conditions spécifiques pour les contrats-cadres et les commandes

- Conditions suspensives / conditions résolutoires
- Modalités de résolution / résiliation
 - Résiliation pour convenance
 - Par le client
 - Indemnisation
 - Délai de préavis
 - Par le fournisseur
 - Indemnisation
 - Délai de préavis
 - Résolution pour faute
 - Par le client
 - Quelles causes ?
 - Quelles conditions ?
 - Quelles formalités ?
 - Par le fournisseur
 - Quelles causes ?
 - Quelles conditions ?
 - Quelles formalités ?
- Conséquences de la fin du contrat
 - En principe, pas d'impact sur les droits et acquisitions acquis avant la fin du contrat
 - Survie de certaines obligations ?
 - Tâches ou commandes en cours
 - Facturation ?
 - Option d'achat ?
 - Assistance / re-transition ?

Sécurité et confidentialité de l'information, données à caractère personnel

- Confidentialité
 - Obligations de confidentialité et limitation des finalités pour lesquelles les informations confidentielles peuvent être utilisées
 - Obligation de sécurité
 - Notification en cas de faille de sécurité
 - Divulgence interne/externe des informations confidentielles
 - 'propriété' des informations confidentielles
- Obligations de sécurité spécifiques pour certaines informations/données ?
- Protection des données à caractère personnel
 - Limitation des traitements autorisés
 - Sous-traitance ?
 - Obligations de sécurité
 - Notification en cas de faille de confidentialité
 - Transferts internationaux de données
 - Loi applicable aux traitements de données personnelles
 - Peut différer de la loi applicable au contrat
 - Impact ?
- 'Propriété' des données et obligations de restitution

☑ Risques et propriété

- Transfert du risque
- Transfert de propriété
- Obligations de précautions spécifiques
- Obligations d'assurance

☑ Droit de remplacement (*step-in*)

- Nature des manquements
- Période de grâce
- Formalités ?
- Périmètre de l'obligation d'assistance
- Coûts ?
- Sortie du remplacement, transition ?

☑ Responsabilité et assurances

- Régime de responsabilité
 - Pas de clause de (limitation de) responsabilité = responsabilité illimitée
 - Unilatéral ou réciproque
 - Limitations identiques (ou non) pour les deux parties ?
- Limitations de responsabilité
 - Nature des fautes
 - Montant des dommages
 - Nature des nommages
- Exclusion des dommages indirects
 - Définition
 - Liste
 - Liste de dommages qualifiés de directs
- Cas de responsabilité illimitée
 - Violation des obligations de confidentialité
 - Violation des droits intellectuels
 - Violation des obligations de protection des données personnelles
 - Autres ?
- Période limitée pour introduire une plainte
 - Unilatérale ou bilatérale
- Indemnisation pour les demandes et plaintes de tiers
- Obligations d'assurance
 - Montant minimal ou montant « raisonnable » indéterminé
 - Exigences de qualité de la compagnie d'assurance
 - Preuve de la couverture (à première demande)
 - Notification de tout changement de la couverture d'assurance
 - Renonciation au recours de la compagnie d'assurance ?

✓ Circonstances imprévisibles

- Force majeure
 - Champ d'application
 - Définition, liste ou référence au droit commun et la jurisprudence ?
 - Notion large ou limitée
 - Obligation de notification
 - Possibilité de résiliation
 - Délai
 - Par quelle partie ?
 - Obligation de limiter les conséquences
- Clause de 'Hardship'

✓ Droits de propriété intellectuelle

- Règles concernant les droits intellectuels préexistants
- Cession ou licence des droits intellectuels sur les délivrables
- Restriction de l'usage du know-how acquis durant l'exécution du contrat ?
- Indemnisation en cas d'atteinte à des droits intellectuels (garantie d'éviction)
 - Limitation du champ d'application
 - Tous les droits intellectuels ou seulement les droits listés
 - Validité des droits intellectuels
 - Territoire limité ou monde entier
 - Obligation d'indemnisation
 - Procédure
 - Obligation de remédier
 - Obtention des licences nécessaires
 - Remplacement de l'objet problématique
 - Libre choix ou fonctionnalités équivalentes
 - Remboursement
 - Seule compensation ?
 - Montant calculé en tenant compte des amortissements ?
 - Seule compensation ?

✓ Garanties générales

- Fournisseur
 - Aptitude à l'emploi prévu
 - Spécifications du client (documentées)
 - Spécifications ou standards juridiques / techniques
 - Conformité aux obligations fiscales et sociales (LIMOSA,...)
 - Conformité aux lois et règlements applicables
 - Propriété ou licence sur les outils et équipements utilisés pour fournir les services
 - Absence de code malveillant (virus, cheval de Troie, time-bomb...)
 - Limitations ou exclusions spécifiques ?

- Client
 - Utilisation des services conformément aux lois applicables
 - Utilisation conforme aux attentes raisonnables
 - Utilisation conforme avec les politiques d'usage (*Acceptable Use Policy*)
 - Contenu des politiques ?
 - Compatibilité avec les obligations légales du client ?
 - Garanties relatives aux données personnelles
 - Absence de code malveillant
- Sanctions
 - Réparation
 - Devoir absolu
 - Devoir relatif ('substantiellement conforme')
 - Remboursement
 - Résolution du contrat
 - 'Seule compensation' ou autres sanctions

Notifications

- Forme
- Langue
- Destinataires
- Règles de preuve ?

Codes éthiques / environnementaux / fraude / contrôle des exportations

- Champ d'application
 - Référence à des droits étrangers ?
 - Compatibilité avec le droit et les obligations applicables ?
 - Ex : les lois de protection de la vie privée imposent des limitations à la surveillance des employés !
- Sanctions
 - Suspension
 - Résolution (immédiate)
 - Pénalités
- Droit d'audit

Clauses de style

- Non-sollicitation
 - Unilatérale ou réciproque
 - Champ d'application
 - Durée
 - Indemnités
 - Exceptions ?

- Clause de divisibilité
 - Conséquences si une clause est annulée ?
 - Obligation de négociation ?
 - Obligation de remplacement ?
- Contrat personnel (*intuitu personae*)
- Cession du contrat et sous-traitance
 - Autorisés ?
 - Formalités ?
 - Responsabilité solidaire
 - Régime spécifique pour les opérations intragroupe
 - Régime spécifique en cas de fusions / acquisitions
- Publicité et références
 - Autorisées ?
 - Formalités
 - Usage des marques et logos
- Capacité des parties
- Clause 'des 4 coins' – intégralité de l'accord
 - Conditions générales ?
 - Documents précontractuels ?
 - La validité de ce type de clause dépend largement du droit applicable et des tribunaux compétents
- Non-renonciation
- Avenants

Résolution des litiges, droit applicable et juridictions compétentes

- Résolution des litiges
 - Procédure 'd'escalade' des litiges
 - Possibilité d'introduire des actions en justice pendant une procédure (amiable) de résolution des litiges ?
- Décision liante de tiers (problèmes financiers et/ou techniques)
- Droit applicable
- Juridictions compétentes
 - Tribunaux
 - Mode alternatifs de résolution des litiges
 - Médiation
 - Arbitrage

Tous droits réservés. Vous êtes autorisés à lire, télécharger et copier cette checklist pour votre usage personnel et à la transmettre à des tiers gratuitement, à condition de ne pas y apporter de modifications. Cette checklist est rédigée à des fins d'information générale et ne constitue pas un conseil juridique. Soyez attentifs au fait que les lois, règlements et jurisprudences peuvent avoir changé depuis la date de publication.

crosslaw SCRL est une société civile à forme commerciale - BCE 0534.697.355 – RPM Brussels